



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

campagnes électorales

Question au Gouvernement n° 3242

Texte de la question

RESPECT PAR FRANCE TÉLÉVISIONS DE L'ÉQUITÉ ENTRE LES CANDIDATS EN PÉRIODE ÉLECTORALE

Mme la présidente. La parole est à M. Sébastien Huyghe, pour le groupe Les Républicains.

M. Sébastien Huyghe. Ma question s'adresse au Premier ministre mais je voudrais au préalable lui dire qu'en matière de sécurité, s'il peut toujours essayer de remettre en cause le quinquennat précédent, une chose est sûre, c'est que la délinquance a résolument diminué sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy alors qu'elle repart à la hausse depuis que François Hollande est Président de la République ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. - Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mais ma question n'est pas là, monsieur le Premier ministre.

Demain, France Télévisions a choisi de faire de Marine Le Pen l'invitée vedette de son émission politique, *Des paroles et des Actes*. Plus de deux heures de direct devant trois millions de téléspectateurs en moyenne. Mais la fille de Jean-Marie Le Pen n'est pas seulement la présidente du Front national. Elle est aussi la tête de liste aux élections régionales dans la nouvelle grande région Nord-Pas-de-Calais-Picardie.

Or cette invitation intervient deux jours avant que ne coure le délai de six semaines qui impose à France Télévisions l'équité de traitement entre les candidats. Cette invitation est donc une rupture claire des engagements de service public de France Télévisions.

Devant ce scandale sans pareil, Delphine Ernotte, la présidente du groupe France Télévisions, a été saisie par Xavier Bertrand : pas de réponse. La ministre de la culture, tutelle de France Télévisions, a été saisie par Xavier Bertrand : pas de réponse. C'est la raison pour laquelle je m'adresse à vous, monsieur le Premier ministre, et non à Fleur Pellerin, restée muette sur ce dossier.

Devant la polémique, nous avons eu pour seule réponse une proposition indécente de la part de la rédaction de l'émission *Des paroles et des Actes* : un reportage en campagne, de trois à cinq minutes, partagé avec la tête de liste socialiste, sur une émission de plus de deux heures. C'est une honte. (« *Scandaleux !* » sur les bancs du groupe Les Républicains.)

Cette invitation ne choque pas uniquement dans les rangs de l'opposition. Le Premier secrétaire du Parti socialiste a lui-même reconnu que c'était parfaitement anormal. Je crois même qu'il s'est fendu d'une lettre.

Ma question est simple, monsieur le Premier ministre : France Télévisions a-t-elle décidé de faire la campagne de Marine Le Pen ? Si tel est le cas, allez-vous réintégrer la redevance payée par chaque Français dans les

comptes de campagne de Mme Le Pen ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, j'ai bien compris que, pour des raisons tout à fait admissibles, la campagne des régionales allait s'inviter régulièrement dans cet hémicycle. Votre question est tout à fait légitime. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel doit être saisi précisément pour faire respecter l'équité entre les candidats aux élections régionales. Nous pouvons tous être d'accord sur ce point. Ce n'est pas la première fois qu'un problème de cette nature se pose, malheureusement. Je ne doute pas un seul instant – je l'espère même – que des débats seront organisés dans les régions pour permettre aux différents candidats de faire valoir leurs bilans et leurs projets. Il faut le souhaiter pour la démocratie.

Mme Claude Greff. Il n'est pas très à l'aise.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il faut débattre. Le Gouvernement et la majorité ont fait un autre choix que le vôtre : Stéphane Le Foll, membre et porte-parole du Gouvernement, sera confronté demain à Marine Le Pen.

M. Christian Jacob. Cela va changer quelque chose !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Au-delà de cette question légitime, c'est le débat qui nous importe, avec et contre l'extrême droite en particulier, en France et en Europe, sur le fond et sur les idées. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Le choix, plus que jamais dans notre pays, c'est celui entre une certaine vision de la France qui privilégie les valeurs de la République, le rassemblement, l'apaisement, la non-exploitation des peurs face au défi terroriste, au défi des réfugiés, aux problèmes de sécurité, et une autre vision, celle de la rupture, qui traduit, au fond, la volonté de mettre à bas et notre modèle social et une certaine vision de la France. (*Exclamations sur les mêmes bancs.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Huyghe](#)

Circonscription : Nord (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3242

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 octobre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [22 octobre 2015](#)